Études canadiennes / Canadian Studies

Revue interdisciplinaire des études canadiennes en
France

73 | 2012

Mutations et Rupture au Canada

Le Canada au miroir de l'Alberta

Frédéric Boily

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/284>

DOI : 10.4000/eccs.284

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2012

Pagination : 9-23

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Frédéric Boily, « Le Canada au miroir de l'Alberta », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 73 | 2012, mis en ligne le 01 décembre 2014, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/284> ; DOI : 10.4000/eccs.284

LE CANADA AU MIROIR DE L'ALBERTA

Frédéric BOILY
Université de l'Alberta

L'exploitation du pétrole des sables bitumineux, qui s'est intensifiée depuis quelques années dans le nord de la province albertaine, a amené le premier ministre Stephen Harper à décrire le Canada comme étant une « super puissance énergétique » en émergence. Cet article se propose de montrer comment la province de l'Alberta est devenue, en raison des impacts environnementaux ainsi que ceux sur les populations autochtones, l'enjeu principal quant à l'image, plus souvent négative que positive, que le Canada projette en Europe et aux États-Unis. L'article examine aussi la façon dont les gouvernements canadiens et les compagnies pétrolières ont réagi à cette attention de la part des environnementalistes et des gouvernements étrangers.

The production of bitumen from Northern Alberta's tar sands has intensified over the past few years, leading Prime Minister Stephen Harper to describe Canada as an emerging « energy super-power ». The present article proposes to show how, given the impact of these operations on both the environment and Native Peoples, the province of Alberta has become the dominant factor with regard to Canada's (mostly negative) image abroad, notably in Europe and the United States. This article also examines how Canadian governments, as well as the oil industry, have responded to the attention they have gotten from the environmentalists and foreign governments.

L'image du Canada qui prévaut à l'étranger est le fruit de multiples dimensions. Par exemple, on doit penser au rôle joué par les soldats canadiens qui se sont distingués en Europe, durant la Seconde Guerre mondiale. Le prix Nobel de la Paix décerné à Lester B. Pearson, en 1957, est un autre élément ayant permis au Canada de se forger une image de soi positive avec les soldats de la paix, laquelle continue de dominer l'imaginaire canadien. En effet, les Canadiens se perçoivent comme une nation qui ne s'engage pas dans les conflits, préférant plutôt les opérations de maintien de la paix avec les casques bleus, ce qui donne une image d'un pays utilisant le *soft power* plutôt que la seule force des armes. Si cette perception du Canada comme étant seulement pacifique ne résiste pas à l'analyse, qu'on pense seulement à l'Afghanistan, elle n'en continue pas moins de dominer l'imaginaire public.

Toutefois, la réputation d'un ensemble fédéral ne relève pas seulement des actions du gouvernement central et il arrive qu'en certaines occasions, notamment lors de périodes mouvementées, cette réputation soit aussi tributaire de l'action des entités fédérées. Cela peut survenir lorsqu'une situation s'envenime entre le gouvernement central et une province ou alors quand un État fédéré déploie son action sur la scène internationale. Le Québec illustre bien ce cas de figure d'une province qui, à partir des années 1960, est devenue un centre d'attention grandissant à l'extérieur des frontières canadiennes. D'une part, dès 1961, le Québec s'est doté de représentations officielles avec

l'ouverture d'une Maison du Québec à Paris; et, par la suite, la doctrine Gérin-Lajoie (12 avril 1965) a permis au Québec de prendre sa place sur la scène internationale, particulièrement en forgeant une relation privilégiée avec la France, laquelle connaîtra son point d'orgue avec le fameux « Vive le Québec libre! » (NOSSAL et al. 2007 : 563). D'autre part, le Québec est aussi devenu le centre d'attention avec les deux référendums sur la souveraineté (1980 et 1995).

Or, au cours des dernières années, c'est l'Alberta qui s'est retrouvée, un peu malgré elle, le centre d'attention. C'est que l'ampleur de l'exploitation pétrolière dans le nord de la province, monopolise l'attention de l'étranger qui tourne son regard de ce côté du Canada (WEBER 2010). Cette province est devenue l'objet d'une focalisation médiatique plutôt intense et surtout négative, quoique pas exclusivement, de la part des États-Unis et de l'Europe. Ce sont quelques-unes des nombreuses et multiples manifestations de cette attention que nous analyserons ici. Ce faisant, nous examinerons comment la réputation du Canada est aujourd'hui liée à l'image qu'on se fait, à l'étranger, des conséquences environnementales engendrées par l'extraction des ressources pétrolières. Nous brosserons ainsi un tableau général des principales questions qui, jusqu'en 2011, ont été soulevées par l'exploitation du pétrole albertain; d'abord, en examinant les réactions en provenance d'Europe (première section) et, par la suite, celles venant du sud de la frontière canadienne (deuxième section). Nous verrons que l'exploitation des sables bitumineux poursuivie par les grandes pétrolières soulève d'énormes défis environnementaux qui, en retour, entraînent un important problème d'image pour le Canada, ou de *branding* pour reprendre cette parlante expression anglaise (POTTER 2009). Selon Potter, les efforts du gouvernement pour gérer l'image canadienne à l'étranger seraient devenus un élément clé (*determinant key*) du succès international du pays (POTTER 2009 : 5). C'est pourquoi nous terminerons en examinant la manière dont les gouvernements albertain, canadien et les groupes pétroliers ont réagi face à cette attention à l'égard de ce qui se passe en Alberta.

L'Europe inquiète de l'Alberta

On prête à Stephen Harper d'avoir affirmé, dans un lyrisme grandiloquent peu coutumier du personnage, que l'exploitation pétrolière en cours dans le nord de la province albertaine s'apparente à la construction des pyramides égyptiennes et du mur de Chine (NIMIJEAN 2011)¹. Exagération, on

¹ Notons qu'il est estimé que les sables bitumineux du nord de l'Alberta – qui représentent 95% des réserves canadiennes de pétrole (soit 170 milliards de barils sur

en conviendra, mais il est vrai que les sables bitumineux inscrivent résolument le Canada dans l'univers des puissances productrices d'énergie, même s'il a perdu son deuxième rang, maintenant occupé par le Venezuela, en ce qui a trait aux réserves mondiales de pétrole (OILSAND REVIEW 2011 : 10). À quel point le Canada est véritablement devenu une puissance énergétique est difficile à déterminer. De nouvelles découvertes, comme celle évoquée plus haut, ne cessent de changer le portrait de la production mondiale de pétrole, si bien que les États-Unis pourraient être les premiers producteurs dans la prochaine décennie. En outre, le Canada n'a pas la capacité d'influence régionale de pays producteurs d'énergie, comme la Russie. Chose certaine, l'Alberta est devenue le théâtre d'une gigantesque exploitation pétrolière et les sommes qui sont en jeu sont particulièrement importantes. Ainsi, pour soutenir le rythme d'exploitation, on prévoit que 180 milliards de dollars seront investis, et ce dans la prochaine décennie (O'MEARA 2011a : E1). Certes, les prédictions en la matière sont hasardeuses dans la mesure où l'industrie pétrolière est sujette à de brusques changements de direction. Les prix peuvent s'enflammer à certains moments pour redescendre de manière spectaculaire à d'autres, comme cela est arrivé avec la crise économique de 2008, le prix du baril de pétrole étant à ce moment descendu sous la barre des 40 dollars. Depuis, le prix du baril s'étant raffermi et stabilisé, l'industrie a presque repris le rythme de croisière qui était le sien avant la crise.

Le Canada ne joue pas un rôle de pourvoyeur en énergie pour l'Europe, ce qui est le cas avec les États-Unis, comme nous le verrons plus loin. Il n'empêche que les Européens se sont eux tournés du côté de l'Alberta aussi bien pour participer à l'exploitation des ressources – qu'on pense à la compagnie Total ainsi qu'à sa concurrente Shell – que pour en critiquer les effets négatifs sur l'environnement, le tout se déroulant dans un contexte où l'Europe et le Canada sont en négociation afin d'établir une entente de libre-échange (O'NEIL 2011 : C7).

Comme leurs homologues américains et canadiens, les groupes écologistes européens ont vivement réagi aux contrecoups négatifs occasionnés par l'extraction du pétrole sur la forêt boréale. À cet égard, il y a un événement qui a cristallisé cette image négative et c'est celui des 1600 canards qui, en avril 2008, se sont posés dans un des bassins de décantation (où se retrouve l'eau utilisée pour la séparation du pétrole avec le sol) de la compagnie Syncrude pour y connaître une triste fin. Si, du strict point de vue de la population globale de l'espèce de canards, l'événement avait peu de signification, au plan de l'attention médiatique, les conséquences ont été dévastatrices. Les images de

175) – compteront pour 789 milliards de dollars à l'économie canadienne entre 2010 et 2020.

centaines de canards englués dans une boue toxique venaient en quelque sorte confirmer les pires craintes des environmentalistes et, surtout, la mauvaise gestion des compagnies pétrolières. Syncrude a d'ailleurs été condamné à payer une amende de 3 millions de dollars par un tribunal provincial². Hautement médiatisé, cet événement dépassait largement le montant, minime, de l'amende par la publicité négative qu'il occasionnait et par l'impression qu'il confortait auprès de la population européenne et nord-américaine que les compagnies pétrolières sont incompétentes – pire, qu'elles mentent – dans la gestion des problèmes engendrés par leur exploitation (CBC News 2010).

Le combat contre l'exploitation s'est notamment déplacé du côté financier, la défense de l'environnement opérant une jonction avec les milieux financiers. Par exemple, le groupe *FairPensions* a élevé, en avril et mai 2010, des motions lors des assemblées des actionnaires de BP et de Shell, concernant les risques entraînés par l'exploitation des sables bitumineux. En Angleterre, c'est Christopher Hall, un improbable rebelle comme il a été surnommé dans un article du journal *Telegraph*, qui a mené la charge contre cette production (WILLIAMS 2010 : 24-25)³. Ainsi, l'Alberta est devenue un enjeu dans la lutte concernant l'éthique en matière d'investissements, un combat opposant ceux qui veulent s'assurer que les compagnies agissent de manière responsable au plan environnemental contre ceux espérant seulement que les fonds de pensions rapportent des dividendes. « *Although defeated, these notions were successful in attracting media attention.* » (GIBBINS 2010 : 6) Dans ce contexte, les sables bitumineux incarnent un symbole d'un investissement jugé irresponsable sur le plan de l'éthique économique.

Du côté de la France, on note aussi l'existence d'analyses critiques, comme c'est le cas avec un article du *Monde diplomatique* qui portait un regard dévastateur sur les sables bitumineux. Son auteur amène le débat sur un autre terrain, celui des effets sur la santé des populations autochtones. Car « Sous les sables bitumineux », pour reprendre le titre de l'article, se trouve une réalité extrêmement dérangeante, celle de la maladie et du cancer. L'auteur s'intéresse plus particulièrement au cas de Fort Chipewyan où, à 700 kilomètres au nord d'Edmonton, on pêche des poissons difformes et où, phénomène encore plus

² « *Syncrude guilty in Alberta duck deaths* », CBC News, 25 juin, 2010, <http://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/story/2010/06/25/edmonton-syncrude-duck-trial-verdict-expected.html>, consulté le 23 mai 2011.

³ En fait, l'article nous apprend que *FairPensions* a contacté le chanoine (canon) Hall, à travers le groupe *Ecumenical Council for Corporate Responsibility*, pour l'inciter lui comme d'autres à réclamer des investissements responsables de la part de Shell et, surtout, de BP qui s'était retiré des sables bitumineux dans les années 1990 mais qui a effectué un retour dans un projet (50/50) avec la compagnie Husky.

inquiétant, les cas d'un certain type de cancer plutôt rare seraient anormalement élevés. L'article dénonce l'industrie qui ferme les yeux sur le problème et qui, avec la complicité des gouvernements, continue de ne rien faire (RAOUL 2010 : 14-15). Une militante autochtone de passage en Europe, Eriel Deranger, a dénoncé, dans une entrevue au journal *Libération*, le « génocide culturel » qui, selon elle, se déroulerait dans le nord albertain (NOUALHAT 2010). Ce sont non seulement les effets négatifs sur les peuples autochtones qui ont été rapportés, mais aussi les conséquences dévastatrices sur l'environnement qui sont fréquemment rappelés à l'esprit des lecteurs français (MISEREY 2008).

Avec cette mauvaise publicité autour des sables bitumineux, il n'est alors pas si étonnant de constater que ceux-ci se soient retrouvés dans la campagne électorale norvégienne, survenue à l'automne 2009. Ainsi, cinq des partis politiques en compétition se sont prononcés contre l'implication de la compagnie d'État *Statoil* qui a investi des sommes importantes dans la prospection, 2 milliards dans la location d'un territoire près de Fort McMurray. Le chef du Parti libéral, Gunnar Kvasheim, a pris position contre l'implication de la compagnie d'État au Canada, y voyant là une erreur parce que cela endossait le désengagement canadien du protocole de Kyoto (WEBER 2009).

Au printemps 2011, diverses manifestations ont été organisées, comme cette exposition qui a eu lieu à Bruxelles en mai de la même année, afin de dénoncer les dégâts occasionnés par cette exploitation et ainsi réveiller l'opinion publique (KEMPF 2011 : 8). Greenpeace France a également organisé des journées anti-Alberta dans certaines villes de l'hexagone français, tout comme des campagnes de publicité négative ont été menées contre les sables bitumineux dans des grandes villes européennes comme Londres. Enfin, des militants écologistes et des Autochtones se sont présentés aux assemblées générales de Total (16 mai) et de la néerlandaise Shell (17 mai). La militante Eriel Deranger, évoquée précédemment, s'est cependant fait sèchement répondre par le président Christophe de Margerie que sa compagnie respectait les lois et qu'elle n'avait pas de leçons à donner à Total (KEMPF 2011 : 8). Tout indique donc que l'image générale des sables bitumineux est négative sur le vieux continent, l'opinion publique européenne s'inquiétant des effets sur l'environnement. Il est par ailleurs difficile de savoir à quel point cette perception imprègne la population de l'Europe, continent vaste qui comporte de nombreuses sphères publiques. On comprend donc mieux pourquoi le Parlement européen a adopté une déclaration pour dénoncer l'impact négatif de l'extraction du pétrole sur le milieu (O'NEIL 2011 : C7). Par contre, le Parlement européen hésite encore puisque le pétrole en provenance de l'Alberta n'a pas été classé dans la catégorie des carburants très polluants (*Huffington Post* 2012).

Quand les États-Unis regardent l'Alberta

On l'oublie trop souvent, et peu d'Américains en ont même conscience, mais le Canada se révèle un pourvoyeur important d'énergie (fossile ou hydroélectrique) pour leur pays. Or, bien que le Canada soit devenu la principale source étrangère d'approvisionnement en pétrole pour les États-Unis⁴, il continue d'être, au sud de la frontière, un « *unknown country* », comme on le disait dans la Commission Massey, en 1951 (POTTER 2009 : 8). En effet, le Canada demeure, de manière générale, loin des regards et des préoccupations des Américains puisqu'il est un « *very small blip* » sur l'écran radar de son voisin du sud (Maclean's, 2011). Toutefois, dans les dernières années, il y a eu une série de petits échos qui ont réveillé l'intérêt des États-Unis pour le Canada. Le plus important d'entre eux est survenu, en 2005, lorsqu'on s'est aperçu que l'appétit vorace de la Chine pour le pétrole les amenait à convoiter celui de l'Alberta, alors que la province était considérée comme une chasse-gardée américaine. Voilà pourquoi plusieurs Américains ont été étonnés d'apprendre que la Chine lorgnait du côté de leur voisin du nord pour s'approvisionner en énergie, comme en témoigne un article au ton alarmiste du *New York Times* : « *China's thirst for oil has brought it to the doorstep of the United States.* » (GILMOUR 2005 : 35). C'est probablement ce qui explique que, dès septembre 2006, Stephen Harper se soit rendu aux États-Unis pour dire que le Canada est une « superpuissance énergétique » en émergence, histoire de bien faire comprendre aux responsables américains que son voisin se révèle dorénavant un joueur incontournable dans l'approvisionnement en énergie pour les États-Unis.

Aujourd'hui, le principal point de friction entre les États-Unis et le Canada concerne la construction d'un pipeline de près de 3 000 km par la compagnie TransCanada corp., lequel permettra d'augmenter le flux de pétrole vers le sud (O'MEARA 2011b : E1). Mais ce projet de 7 milliards de dollars qui doit traverser six États mettra en danger, affirment des environnementalistes des deux côtés de la frontière, des écosystèmes fragiles, notamment au Nebraska. Et cela, sans compter que le projet ne fera qu'alourdir l'empreinte environnementale des États-Unis. « *Keystone XL faces fierce opposition from environmental groups as well as federal and state legislators concerned with the threat of oil leaks and increased greenhouse emissions from expanded oilsands production.* » (O'MEARA 2011c : E1). La majorité des

⁴ En 1979, les importations de pétrole du Moyen-Orient aux États-Unis représentaient 24,5% contre 6,5% en provenance du Canada. En 2009, le Canada représente 21,2% contre 14,4% du Moyen-Orient. « *Canada already is an energy superpower* », *Calgary Herald*, 21 décembre, 2010.

environnementalistes craignent plus particulièrement des déversements qui contamineraient la nappe phréatique dans des régions où l'eau est une ressource peu abondante. La controverse est forte et on a d'ailleurs pu en entendre des échos dans les pages du *New York Times*, avec un article qui révélait que certains groupes environnementaux ont demandé, en s'appuyant sur la *Freedom of Information Act*, que le département d'État fasse connaître les contacts entretenus avec des lobbyistes concernant cette question de la construction du pipeline (SCHOR 2011). On aurait cependant tort de croire que ce sont seulement les environnementalistes qui s'inquiètent car une agence gouvernementale américaine, la *U.S. Environmental Protection Agency*, a averti le département d'État qu'il serait approprié d'envisager d'autres routes où faire passer l'oléoduc, tout comme elle a soutenu que la production de gaz à effet de serre émanant de la production était sous-évaluée (ALBERTS 2011b : D1). Des campagnes de boycott des produits pétroliers albertains ont aussi été organisées, comme celle de la compagnie Avon.

Toutefois, il semblait que le message de 2006 de M. Harper avait fini par être entendu aux plus hauts sommets et pas seulement du côté des Républicains puisque la secrétaire d'État Hillary Clinton affirmait, à l'automne 2010, que le pétrole albertain était peut-être un pétrole sale (« *dirty oil* »), mais qu'il se révélait essentiel pour assurer la sécurité énergétique des États-Unis. Elle ajoutait, par contre, qu'on devait trouver de nouvelles techniques d'extraction moins dommageables pour l'environnement (EDNER 2010 : B1). Quelques mois plus tard, un rapport émanant du *U.S. Department of Energy* venait appuyer le propos de Mme Clinton en soutenant que la construction envisagée de l'oléoduc Keystone XL permettrait aux États-Unis de mettre fin à leur dépendance énergétique à l'égard du pétrole en provenance du Moyen-Orient d'ici 20 ans (O'MEARA 2011b : D1). Barack Obama a lui aussi affirmé que les États-Unis devaient se tourner vers le Canada et le Mexique, encore qu'il élevait quelques mises en garde sur le sujet, lorsqu'il a pris la parole pour la première fois à propos du projet Keystone XL : « *These tarsands, there are some environmental questions about how destructive they are, potentially, what are the dangers there, and we've got to examine all those questions.* » (ALBERTS 2011a)

Du côté des républicains, ceux-ci sont généralement plus favorables, mais pas toujours, à s'approvisionner en pétrole dans la Texas du nord, pour reprendre ce surnom parfois donné à l'Alberta. Généralement, et en conformité avec leur credo économique, les républicains voient dans la construction du Keystone XL une façon de créer de l'emploi et un moyen d'assurer l'indépendance énergétique des États-Unis. Un d'entre eux, Ted Poe, a appuyé le projet en disant, au *Los Angeles Times*, que : « *We can continue to rely on unfriendly foreign nations, or we can work without long time allies to the north*

to supply over 1.4 million barrels of oil a day. » (MURPHY 2011: E4) De même, un groupe de sénateurs républicains, dont un démocrate, ont aussi décrit les opérations en cours à Fort McMurray comme un ballet industriel (« *industrial ballet* ») (GEREIN 2010 : A18). D'ailleurs, le candidat républicain à l'élection présidentielle, Mitt Romney a appuyé tout au long de sa campagne la construction de l'oléoduc.

C'est dans ce contexte où les États-Unis cherchent à assurer leur sécurité énergétique et à être moins dépendants des ressources des pétromonarchies du Moyen-Orient – tout en préconisant un meilleur bilan environnemental – que différents acteurs politiques et économiques s'affrontent depuis plusieurs mois, notamment autour de la construction de l'oléoduc Keystone XL. Du côté des environnementalistes, l'exploitation des sables bitumineux est dépeinte de manière très négative, l'accent étant successivement mis sur le bilan catastrophique et sur les dangers potentiels du futur oléoduc. De l'autre côté, celui des partisans de cette exploitation, le ton, résolument économique et stratégique, mise sur la nécessité de s'approvisionner en pétrole albertain afin d'assurer la sécurité énergétique de la superpuissance américaine et ce, sans dépendre du pétrole en provenance du Moyen-Orient.

Réactions des gouvernements: campagnes de relations publiques et « pétrole éthique »

Dans cette lutte concernant l'image de l'Alberta et de son pétrole, les deux ordres de gouvernement ont un rôle respectif à jouer. À cet égard, les gouvernements ont quelque peu, du moins publiquement, tardé à réagir. Or, ils n'avaient pourtant guère le choix que de réagir, car, ainsi que l'écrit Evan H. Potter, « *[c]ountries such as Canada that are highly dependent on global markets for their economic prosperity need to be the most concerned about their international images.* » (POTTER 2009 : 25) C'est pourquoi la riposte, si on peut l'appeler ainsi, s'est organisée dans diverses directions et selon différentes modalités.

Du côté du gouvernement provincial, des campagnes de relations publiques ont été mises sur pied afin de renverser la tendance négative. Par exemple, le gouvernement a lancé des invitations à des députés européens pour que ces derniers se rendent sur les sites d'exploitation et constatent par eux-mêmes comment l'exploitation s'effectue. Le gouvernement a aussi dirigé des efforts de relations publiques en direction des responsables politiques américains, comme Nancy Pelosi ou encore des sénateurs républicains. C'est ainsi que le premier ministre provincial Ed Stelmach a mis au défi, politique-spectacle oblige, le réalisateur américain d'origine canadienne, James Cameron, à visiter le nord de l'Alberta pour constater *de visu* que l'exploitation n'était pas

aussi dramatique qu'il le croyait. Défi relevé à l'automne 2010 lors d'une visite très médiatisée, du moins au Canada, du réalisateur d'*Avatar*, lequel est reparti sans trop décrier ce qui se fait dans la région de Fort McMurray. Et soulignons que, depuis 2005, l'Alberta mise aussi sur la para-diplomatie pour y défendre ces intérêts puisque le gouvernement dispose d'une antenne, comme d'autres provinces, au sein de l'Ambassade canadienne, à Washington (NOSSAL *et al.* 2007 : 551).

Par ailleurs, le gouvernement albertain continue d'intensifier ses efforts pour attirer les investissements dans ce secteur d'activités. Par exemple, le gouvernement provincial a collaboré à la mission du *Calgary Economic Development* qui s'est rendue, en mai 2011, à Beijing, accompagnée de 70 chefs d'industrie et de responsables du gouvernement pour approfondir les relations d'affaires entre l'Alberta et la Chine, un partenaire économique de plus en plus présent en Alberta. C'est ainsi que les compagnies pétrolières chinoises ont injecté, dans les 24 derniers mois, 13 milliards en investissements dans le secteur pétrolier et gazier (VARCOE 2011). Parallèlement, le gouvernement albertain essaie de montrer que son programme de capture dans le sol des gaz à effet de serre, un programme de 2 milliards de dollars, permettra d'améliorer de manière significative le bilan environnemental de la province, ce qui est par ailleurs fortement contesté aussi bien dans les milieux environnementaux qu'économiques (LEACH 2011). Cependant, des projets de purification des eaux usées sont en cours et, s'ils fonctionnent, ils amélioreront grandement le bilan environnemental des compagnies pétrolières (PRATT 2012).

Du côté fédéral, on peut identifier deux grandes stratégies de la part de l'instance fédérale pour renverser la tendance négative en faveur de l'exploitation pétrolière canadienne. La première est celle de l'opposition aux stratégies environnementales, notamment le refus de reconnaître le protocole de Kyoto, ce qui a valu au gouvernement conservateur le titre peu enviable, de gouvernement qui en fait le moins pour l'environnement (*fossil of the year*). Cette stratégie de refus s'est accompagnée d'une mise en place de politiques qui, au lieu de miser sur une réduction globale des gaz à effet de serre, met plutôt l'accent sur des réductions qui sont axées sur l'intensité, si bien que les gaz nocifs à l'environnement pourraient continuer à augmenter malgré la réduction en intensité. Le gouvernement conservateur semble ainsi prêt à sacrifier la réputation du Canada d'être un « bon citoyen écologique » au profit d'une stratégie moins contraignante au plan environnemental.

L'autre stratégie emprunte la voie de la guerre intellectuelle en ce qui a trait à la valeur même de l'exploitation du pétrole, comme on l'a vu avec le léger remaniement ministériel auquel a procédé le premier ministre Stephen Harper, au début du mois de janvier 2011. Ce remaniement, qui a été décrit

comme étant mineur, a cependant permis à M. Harper de nommer un nouveau ministre de l'environnement, Peter Kent, pour remplacer Jim Prentice. C'est pourtant une nomination qui représente un changement de cap dans la stratégie conservatrice : si les environnementalistes trouvaient que M. Prentice tardait à prendre des actions fermes en matière environnementales, il n'était pas ce qu'on peut appeler un climato-sceptique. En fait, une dépêche diplomatique, révélée au mois de décembre 2010 par le fameux *Wikileaks*, montrait que Jim Prentice avait l'intention d'agir, et qu'il se plaignait même de l'inaction des deux ordres de gouvernement en matière environnementale. Lors d'une rencontre avec l'ambassadeur des États-Unis au Canada (David Jacobson), le ministre canadien aurait confié (a) que son gouvernement agissait avec trop de lenteur pour lutter contre l'image de « *dirty oil* » qui colle à la peau de l'Alberta et (b) que le gouvernement canadien devait, si l'industrie ne se fixait pas elle-même des règles ou si le gouvernement albertain ne faisait rien, établir des mesures environnementales plus sévères (GREENAWAY 2010 : A1).

Or, la nomination de Peter Kent signifie que l'offensive a été lancée dans un sens probablement différent de celui souhaité par M. Prentice. En effet, immédiatement après avoir pris son nouveau poste, M. Kent a utilisé l'expression de pétrole éthique (*ethical oil*) pour avancer la thèse que le pétrole extrait du sous-sol de Fort McMurray était non seulement une ressource économique inestimable mais aussi une ressource éthique. La thèse, en fait, a d'abord été avancée par un auteur de l'Ouest canadien, Ezra Levant qui, proche des conservateurs, a publié un ouvrage pour défendre l'idée que l'exploitation du pétrole albertain était bien plus propre en comparaison avec celle du Nigeria ou du Venezuela (LEVANT 2010). Car les profits engendrés par le pétrole d'outre-mer constituent des freins au développement de la démocratie dans le monde arabe, quand ils ne favorisent pas le terrorisme. En s'abritant derrière le paravent de l'éthique, cette exploitation devient bien plus politiquement correcte, si l'on peut dire. Ce changement stratégique du nouveau ministre met sur la défensive tous les opposants qui avaient, eux aussi, misé sur un argumentaire moral pour freiner, voire stopper, les projets de l'industrie pétrolière.

Dans ce combat pour la définition du *branding* des sables bitumineux, les industries ont également réagi ou bien en y allant de campagnes de relations publiques dans les médias ou bien en cherchant à apaiser l'opposition interne en se rapprochant des environnementalistes. C'est ce qu'a fait Marcel Coutu de Syncrude lorsqu'il a rencontré l'emblème des environnementalistes canadiens, David Suzuki, afin de trouver des solutions aux problèmes environnementaux (PRATT 2010 : E1). Aux États-Unis, les compagnies peuvent aussi choisir de s'engager sur la voie du lobbying. Par exemple, selon le *New York Times*,

TransCanada a dépensé 310 000\$ en lobbying à Washington et son principal lobbyiste est Paul Elliott qui, on s'en souviendra, était le « *deputy director* » d'Hillary Clinton lors de sa campagne à la nomination pour devenir la candidate démocrate à la présidence. Des groupes écologistes américains demandent d'ailleurs que les courriels soient rendus publics (ROSENTHAL 2011). Du côté de Total, la nomination du président canadien de la compagnie, Jean-Michel Gires, apparaissait comme un moyen de calmer l'ardeur des environnementalistes, Gires ayant assez bonne réputation dans les milieux environnementaux.

La réaction de l'industrie et des gouvernements des deux paliers empruntent ainsi une panoplie de moyens – qui vont des campagnes de relations publiques à l'utilisation du lobbying et de la guerre culturelle, sans compter les activités de relations publiques déployées derrière des portes closes et qui sont inconnus du grand public – afin de redorer le blason de l'industrie. Les efforts des gouvernements et de l'industrie ont-ils été fructueux? On avait l'impression que si l'industrie avait perdu la première manche, elle était en train de gagner la deuxième en imposant certains thèmes, comme celui du « pétrole éthique ». Mais, à l'automne 2011, le cours des événements a semblé s'inverser lorsque l'administration américaine a freiné la construction du projet Keystone XL. En effet, à l'aube d'une année présidentielle aux États-Unis, les pressions en provenance de la population des États concernés, tout comme celles des environnementalistes et de quelques vedettes hollywoodiennes comme Robert Redford, semblaient avoir convaincu le président Barack Obama d'interrompre, du moins pour un temps, la construction de l'oléoduc⁵. Il faudra donc attendre 2013 pour savoir à quoi s'en tenir en ce qui concerne la construction de ce pipeline, laquelle est loin d'être assurée⁶.

Conclusion

Il est tentant d'analyser ce qui se passe au sujet de cette exploitation en se servant d'une grille manichéenne. D'un côté, il y aurait les forces

⁵ Par la suite, le U.S. State Department a ordonné (10 novembre 2011) que de nouvelles évaluations environnementales soient faites afin de trouver une nouvelle route pour le pipeline. « *Keystone XL pipeline delay disappoints TransCanada* », CBC News, 10 novembre 2011

<http://www.cbc.ca/news/politics/story/2011/11/10/keyston-pipeline-route.html>, consulté le 17 novembre 2011.

⁶ D'aucuns croient que maintenant que Barack Obama a été réélu, en novembre 2012, il entérinera la reprise de la construction et ce, aussi rapidement qu'à l'hiver 2013 (LEDERMAN 2012). Peut-être que ce sera le cas, mais, dès le lendemain de l'élection, déjà certains opposants réclamaient que le président américain maintienne sa décision (EILPERIN et MUFSON 2012).

économiques (les compagnies pétrolières) qui ont asservi le politique (notamment les gouvernements conservateurs) à leurs objectifs économiques avec de l'autre, la société civile qui, représentée essentiellement par les groupes environnementalistes, luttent pour freiner l'exploitation pétrolière en sensibilisant l'opinion publique aux dangers qu'elle fait peser sur le devenir de l'humanité. Que les partis de droite soient plus favorables à cette exploitation est chose entendue. D'ailleurs, il est vrai que, chez les analystes de la politique, « un certain malaise [prévaut] concernant la place du politique, puisque l'on ne sait plus quels agents politiques jouissent d'une certaine autonomie pour mettre en place, notamment, des politiques sociales [et des politiques de régulation]. » (KNAFO 2007 : 343)

Pourtant, sans nier l'importance prise par la sphère économique sur le politique, la question de l'exploitation pétrolière illustre la complexité en matière de relations entre les deux domaines. C'est que les acteurs qui combattent pour imposer leur façon de voir les choses n'ont pas toujours l'unité de vision qu'on présume. Par exemple, les vues diffèrent entre les gouvernements provinciaux et fédéral, ainsi qu'entre les gouvernements étrangers qui ont des perceptions différentes sur le sujet, voire entre les compagnies pétrolières puisque certaines d'entre elles savent qu'elles doivent améliorer leur image corporative, si on peut le dire ainsi, en matière environnementale.

À cet égard, la réaction de l'ancien ministre conservateur de l'énergie de l'Alberta (2010-2011), Ron Liepert, à des propos du *National Post*, tenus dans un éditorial, illustre que l'unité n'est pas toujours aussi présente qu'on le croit. De prime abord, on pourrait croire que le ministre albertain et le quotidien le plus à droite au Canada font cause commune. En effet, ce journal national a jusqu'ici résolument défendu les sables bitumineux, notamment en raillant les craintes des environnementalistes. Or, lorsqu'un éditorial a affirmé qu'Ottawa n'était pas l'ennemi des sables bitumineux et que, par conséquent, le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer dans le futur de l'industrie, le ministre albertain de l'époque a réagi vivement contre cette position. Comment pouvait-on demander, écrivait Liepert, que le gouvernement central usurpe le pouvoir de la province en ce qui concerne l'évolution de l'exploitation des sables bitumineux (LIEPERT 2011 : A9)? Jaloux de ses prérogatives, le ministre de la droite prenait la défense des compétences provinciales contre le quotidien conservateur qui appuyait le gouvernement fédéral. Voilà qui montre que l'unanimité n'existe pas nécessairement au sein de la grande famille conservatrice sur ce qu'il est convenu de faire en matière environnementale.

Ainsi, selon la décision qui sera rendue par le gouvernement américain concernant l'oléoduc Keystone XL, on pourrait assister à l'émergence de

nouvelles frictions entre un gouvernement fédéral obligé de se montrer plus ferme à l'égard des compagnies pétrolières et un gouvernement provincial qui s'empressera de rejouer la vieille partition de la défense des intérêts de l'Ouest canadien⁷. C'est dans ce contexte d'affrontements entre différents acteurs aux intérêts divergents que le *branding* canadien s'effectue, à travers l'image de l'Alberta, sur la scène internationale.

Bibliographie

- ALBERTS, Sheldon (2011a), « U.S. must study potentially 'destructive' oil sands before pipeline approval: Obama », *National Post*, 6 avril, <http://www.nationalpost.com/news/world/Obama+hints+withholding+approval+Keystone+oilsands+pipeline/4571527/story.html>, consulté le 9 juin 2011.
- ALBERTS, Sheldon (2011b), « Keystone XL worries U.S. agency », *Edmonton Journal*, 8 juin, p. D1.
- BOILY, Frédéric (2011), « Alison Redford courtise Toronto », *Le Franco*, 25 novembre.
- EDNER, David (2010), « 'Dirty oil' reality takes back seat to U.S thirst for energy », *The Globe and Mail*, 22 octobre, p. B1.
- EILPERIN, Juliet et MUFSON, Steven (2012), « Obama to continue efforts to curb greenhouse gases, push energy efficiency », *The Washington Post*, 7 novembre, http://www.washingtonpost.com/national/health-science/obama-to-continue-efforts-to-curb-greenhouse-gases-push-energy-efficiency/2012/11/07/06c70c66-28f9-11e2-96b6-8e6a7524553f_story.html.
- GEREIN, Keith (2010), « US senators' oilsands visit pays dividends », *Edmonton Journal*, 2 octobre, p. A18.
- GIBBINS, Dan (2010), « Blackened Reputation. A Year of Coverage of Alberta's Oil Sands », Canada West Foundation.
- GILLMOR, Don (2005), « Shifting Sands », *The Walrus*, avril, p. 333-41.
- GREENAWAY, Norma (2010) « Feds 'slow' on oilsands PR Fight », *Edmonton Journal*, 23 décembre, p. A1.
- HENGSEN, Olivier (2011), « Les majors chinoises du pétrole multiplient les acquisitions dans le monde », *La Tribune*, 7 mars, p. II.

⁷ Par contre, il faut mentionner que la nouvelle première ministre de l'Alberta, Alison Redford, s'est montrée désireuse de créer des partenariats avec ses homologues provinciaux. On consultera Frédéric Boily, « Alison Redford courtise Toronto », *Le Franco*, 25 novembre 2011.

- KEMPF, Hervé (2011), « L'essor des sables bitumineux inquiète l'Europe », *Le Monde*, 22 mai, p. 8.
- KNAFO, Samuel (2007), « L'économie politique internationale : émergence d'une discipline », *Théorie des relations internationales*, sous la direction d'Alex Macleod et Dan O'Meara, Montréal, Athéna éditions, p. 329-349.
- LEACH, Andrew (2011), « Blind Spot », *Alberta Oil*, vol. 6, issue 11, p. 66.
- LEDERMAN, Josh (2012), « Decision time for Obama on Keystone pipeline », *Edmonton Journal*, 3 décembre, p. A11.
- LEVANT, Ezra (2010), *Ethical Oil : The Case for Canada's Oil Sands*, Toronto, McClelland and Stewart.
- LIEPERT, Ron (2011), « Alberta is the oil sands' best friend », *National Post*, 30 mai, p. A9.
- MISEREY, Yves (2008) « La face sombre des sables bitumineux », *Le Figaro*, 8 janvier, p. A11.
- MURPHY, Kim (2011), « Pipeline plan riles Texans », *Edmonton Journal*, 6 février, p. E4.
- NIMIJEAN, Richard (2011), « Rebranding the Oil sands », *Inroads. The Canadian Journal of Opinion*, n° 29, été-automne, p. 76-85.
- NOSSAL, Kim Richard et al. (2007), *Politique internationale et défense au Canada et au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.
- NOUALHAT, Laure (2010), « L'exploitation des sables bitumineux est un génocide culturel », *Libération*, 21 mai, p. 17.
- O'MEARA, Dina (2011a), « Decade of Growth in Oilsands », *Edmonton Journal*, 7 janvier, p. E1.
- O'MEARA, Dina (2011b), « Us energy report backs oilsands pipeline », *Edmonton journal*, 3 février, p. D1.
- O'MEARA, Dina (2011c), « Pipelines outage bolsters oil prices », *Edmonton Journal*, 1^{er} juin, p. E1.
- O'NEIL, Peter (2011) « EU lawmakers slam oilsands », *Edmonton Journal*, 9 juin, p. C7.
- POTTER, Evan H. (2009), *Branding Canada. Projecting Canada's Soft Power through Public Diplomacy*, Montréal and Kingston, McGill-Queen's University Press.
- PRATT, Sheila (2010), « Is an oilsands truce possible? », *Edmonton Journal*, 3 octobre, p. E1.
- PRATT, Sheila (2012), « Polluted to pristine? », *Edmonton Journal*, 3 décembre, p. A1.

LE CANADA AU MIROIR DE L'ALBERTA

- RAOUL, Emmanuel (2010), « Sous les sables bitumineux », *Le Monde diplomatique*, avril, p. 14-15.
- ROSENTHAL, Elisabeth (2011), « Demanding Hillary Clinton's E-Mail-Now », *The New York Times*, 18 mai.
- SCHOR, Elana (2011), « Oil Pipeline Foes Sue State Department for Release of Documents », *The New York Times*, 18 mai.
- VARCOE, Chris (2011), « Trade mission in China: Beijing beckons for team Alberta », *Calgary Herald*, 26 mai.
- WEBER, Bob (2009), « Les sables bitumineux », *La Presse canadienne*, 10 septembre.
- WEBER, Bob (2010), « Les sables bitumineux devraient continuer à monopoliser l'attention en 2011 », *La Presse canadienne*, 23 décembre.
- WILLIAMS, Sarah (2010), « Power Struggle », *The Telegraph*, 12-18 mai, p. 24-25.

Articles et reportages sans auteur

- « Dead ducks found at Kearn oilsands site » (2010), CBC News, 29 octobre, <http://www.cbc.ca/news/canada/north/story/2010/10/29/edmonton-kearl-dead-ducks.html>, consulté le 23 mai 2011.
- « Canada already is an energy superpower » (2011), *Calgary Herald*, 21 décembre, 2010.
- « Hey, are we still friends? », *Macleans*, 7 février, p. 32.
- « Canada drops to third in Global crude reserves » (2011), *OilsandsReview*, *The unconventional oil authority*, mai, p. 10.
- « Sables bitumineux: pas d'accord au sein de l'UE sur un projet les pénalisant » (2012), *Le Huffington Post*, 23 février.
- « Syncrude guilty in Alberta duck deaths » (2010), CBC News, 25 juin, <http://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/story/2010/06/25/edmonton-syncrude-duck-trial-verdict-expected.html>, consulté le 23 mai 2011.
- « Keystone XL pipeline delay disappoints TransCanada » (2011), *CBC News*, 10 novembre <http://www.cbc.ca/news/politics/story/2011/11/10/keystone-pipeline-route.html>, consulté le 17 novembre 2011.